

Préparons une rentrée féministe !



Nous avons, lors de la mobilisation contre la loi Travail, déjà dénoncé toutes les régressions pour les salarié-es, en particulier pour les femmes, dès lors que l'on touche au temps de travail, aux contrats de travail, aux horaires, aux conditions de travail...

Le nouveau projet de loi du nouveau gouvernement va encore plus loin que la première loi travail. Inversion de la hiérarchie des normes, plafonnement des indemnités de licenciements, contrat de travail négociable au niveau de l'entreprise, introduction d'un nouveau contrat dit de « projet », mise en cause du Comité d'Hygiène et de Sécurité, réduction des droits collectifs... la liste est très très longue !

Le besoin de préparer, tout au long de cet été, une rentrée offensive pour le mouvement social est une évidence tellement les attaques sont énormes. Notre détermination à y intégrer les aspects néfastes pour les salariées doit elle aussi, s'exprimer avec force. Avec les mouvements féministes comme avec les autres organisations syndicales mais aussi et surtout auprès de toutes les salariées qui seront concernées !

Côté IVG, des actions se préparent le 23 septembre dans certaines villes (à l'initiative souvent des collectifs féministes et SUD Santé Sociaux), pour faire écho à la manifestation du 28 septembre à Bruxelles, à l'appel des mouvements féministes Belges. Des délégations de Solidaires s'y rendront pour exiger de l'Union Européenne que les droits des femmes, la liberté à disposer de son corps, le droit à l'avortement et à la santé soient respectés dans tous les pays européens et inscrits comme droits fondamentaux pour l'égalité en Europe.

Le 12 septembre, journée de grève interprofessionnelle contre la loi Travail 2, faisons entendre la colère des travailleuses !

Autour du 28 septembre, mobilisons nous pour défendre et améliorer le droit à l'avortement partout en Europe.



Campagne européenne

Pour le droit à l'avortement dans toute l'Europe !

Aujourd'hui, le droit à l'avortement au sein de l'Europe relève de la compétence de chaque Etat. Interdit à Malte, sous hautes contraintes en Irlande, en Hongrie et en Pologne, le droit à l'avortement, même légalisé est, peut ou pourrait être remis en question par le maintien de la clause de conscience des médecins (Italie), l'absence de structures hospitalières adéquates (Grèce, Bavière), les restrictions de personnels et les suppressions des centres pratiquant l'avortement lors de restructurations hospitalières (France), et, dans tous les pays, par l'élection de gouvernements réactionnaires, conservateurs et rétrogrades.

Tout au long de l'année 2016, des mobilisations régulières ont eu lieu en soutien aux luttes des camarades polonaises, espagnoles, islandaises contre les tentatives de recul sur la législation encadrant le droit à l'avortement. Durant ces mobilisations devant les ambassades et consulats, en région comme à Paris, a émergé la nécessité d'une mobilisation massive et coordonnée à l'échelle européenne pour imposer ce droit dans l'ensemble des pays.

Les résultats des courants de droite et d'extrême droite des élections en Europe et dans le monde rendent une mobilisation massive et coordonnée encore plus indispensable. Après plusieurs réunions unitaires, un appel et une pétition adressée au Parlement Européen ont été rédigés.

La fédération SUD Santé Sociaux et l'Union syndicale Solidaires se sont engagées dans cette campagne : en mettant notamment en avant les combats contre la fermeture des maternités et CIVG et pour un véritable service public de santé et une protection sociale pour toutes et tous.

Manifestation à Bruxelles le 28 septembre

Des délégations de l'ensemble des pays participeront à la manifestation organisée par les féministes belges le 28 septembre.

D'ores et déjà, des initiatives unitaires sont prévues dans des régions le samedi précédent le 28, donc le 23 septembre. A Toulouse, déambulation dans la ville et soirée débat le soir. A Tours, se discute également une mobilisation soit le 23, soit le 30. A Paris, un rassemblement se tiendra le 23.

La pétition en ligne est là :

<https://www.change.org/p/les-gouvernements-des-pays-d-europe-pour-le-droit-%C3%A0-l-avortement-partout-en-europe>

Le site :

<http://avortementeurope.org/>

Il nous faut multiplier ces initiatives sur l'ensemble du territoire et constituer des délégations pour se rendre à Bruxelles le 28 septembre.

Une note aux structures de Solidaires a été envoyée afin qu'un nombre important (voire conséquent !) de nos syndicats s'empare de ces dates.



International

Solidarité avec les femmes Zapatistes

La « Clinique de la femme », située au Caracol de la Garrucha, l'un des 5 centres administratifs mis en place par les communautés zapatistes au coeur de leur territoire, au Chiapas est ouverte en 2008. L'équipe médicale est exclusivement composée de promotrices de santé. On y accueille des femmes pour toute consultation ordinaire, mais l'accent est mis sur les services de gynécologie, d'obstétrique, de maternité, ainsi que sur les soins et la prévention des maladies sexuellement transmissibles. Des campagnes de promotion de la contraception y sont également élaborées et diffusées au sein des communautés.

Les ressources de la clinique sont très faibles et les besoins immenses. Une souscription était donc organisée ces dernières semaines afin que la délégation Solidaires de 2017 y apporte des médicaments et du matériel médical : elle y part chargée de solidarité (des structures syndicales et/ou de militant-es) avec le résultat de la souscription, soit 6 430 euros !

Connaissez vous Hubertine ?

Féministe radicale de la première vague, Hubertine Auclert (1848-1914) a lutté toute sa vie pour l'égalité entre les femmes et les hommes ; en 1880, elle invite les femmes à faire une grève de l'impôt pour obtenir le droit de voter et d'être élue ; entre 1881 et 1888, elle publie un journal *La citoyenne* ; elle dénonce la loi sur le divorce, très défavorable aux femmes ; elle réclame la féminisation de la langue (avocat.e, député.e, électeur.trice...) ; elle mène campagne pour un contrat de mariage avec séparation des biens et partage des salaires ; en 1907, elle gagne le droit pour les femmes de voter aux élections prud'homales, puis d'être éligibles.

En 2009, la Région Île-de-France a créé un nouvel organisme sous forme associative : le centre francilien de ressources pour l'égalité femmes – hommes, baptisé Centre Hubertine Auclert. Il est composé de trois collèges : institutionnel (région, départements, villes), associatif et syndical. Fin 2013, l'Observatoire Régional des Violences faites aux Femmes (ORVF) y a été intégré. A ce jour, le Centre Hubertine comprend la région Île de France, 2 départements, 28 villes, 127 associations et 13 structures syndicales.

Le Centre Hubertine anime un site internet très riche, qui propose notamment une « égalithèque », catalogue de ressources pédagogiques pour l'égalité ; une lettre d'information gratuite est disponible sur abonnement ; de nombreuses réunions d'échanges sont organisées entre les membres sur tous les thèmes touchant à l'égalité entre les femmes et les hommes ; des campagnes comme celle contre le cybersexisme ou « Femmes et numérique » sont l'occasion d'accompagner les structures qui le souhaitent dans une démarche vers l'égalité.

La participation de l'Union syndicale Solidaires a commencé dès 2009 : assemblées générales et conseils d'administration. Les ressources que nous avons construites y sont présentées : Guide pour les droits des femmes, journées de formation internes et intersyndicales, bulletin Solidaires et égales. Nous avons participé au club syndical, ce qui a permis des échanges de pratiques entre militantes et militants des différentes structures syndicales adhérentes au Centre. Il serait intéressant qu'il soit relancé.

Il serait également utile que d'autres régions se dotent de ce genre de centre de ressources qui permet à différents acteurs de se rencontrer autour du thème de l'égalité entre les femmes et les hommes et à toute la population de trouver des pistes et des moyens d'action.

Pour tout savoir, le site est là :

<https://www.centre-hubertine-auclert.fr>

Nos rendez-vous internes

Commission Femmes de Solidaires : 15 septembre à partir de 14h (à Solidaires)

Commission Femmes de SUD santé sociaux : 8 septembre à la FD (journée)

Commission antisexiste de SUD éducation : 13 octobre à Paris

Et à venir : fin novembre (dates à préciser), deux journées organisées à Paris pour préparer le prochain 8 mars au sein de Solidaires !

Journées Intersyndicales femmes

Toutes à y gagner, 20 ans de féminisme intersyndical

Nous reprenons ici des extraits de la présentation faite par Rachel Silvera à l'occasion de la sortie du livre des 20 ans des Journées Intersyndicales femmes, en mars 2017 .

Ces journées ont été un véritable succès : aussi bien en nombre de participant-es qu'au niveau des thèmes abordés.

Rachel Silvera est économiste, féministe, militante syndicale et co-directrice du groupe de recherche interdisciplinaire et international Marché du Travail et Genre fondé il y a 20 ans par Margaret Maruani.

Ouvrage colossal, il illustre un véritable défi politique, social et même personnel : faire un lien, une passerelle entre le monde de la recherche et celui de l'action, des luttes, notamment syndicales (mais aussi avec les associations féministes) sur la question des femmes, du genre et du féminisme. Tout au long de cet ouvrage, la question de l'engagement politique des recherches sur le genre est posée... Cette question est radicalement tranchée avec Elsa Dorlin qui a le mot de la fin : *« les problématiques de genre sont éminemment subversives voire révolutionnaires »*.

Petit avant-propos sur le titre ou plutôt sur le sous-titre de l'ouvrage : il s'agit de « féminisme intersyndical » et non de « syndicalisme féministe... » et c'est important : comme en témoignent les thèmes retenus durant ces 20 ans, il s'agit surtout d'interroger des grandes questions du féminisme avec un regard croisé intersyndical. Et non d'interroger vos pratiques syndicales à l'aune du féminisme. De même, j'aimerais souligner à quel point cette démarche est originale, car c'est la seule intersyndicale sur ce champ (à ma connaissance).

Il est difficile de rendre en compte en quelques mots de 20 ans de rencontres et de 530 pages... avec 61 contributions...

Les thèmes abordés dans l'ouvrage sont à la fois très « classiques » et novateurs, au cœur de l'actualité.

Les plus nombreux sont centrés sur l'emploi et le travail (temps, mixité, crise, santé, syndicalisme, politiques publiques, notamment familiales). Ce qui est évidemment logique, mais qui ne va pas de soi, tant l'évolution actuelle des études de genre semblent s'éloigner de cette thématique, qui reste à mon sens centrale.

Et puis un second pôle plus « tendance » autour des

enjeux sociétaux et d'actualité : langage, création, violences, corps, sexualités, féminisme, lesbophobie... ou encore les changements politiques avec les Printemps arabes...

Ce livre (et toute la démarche de ces intersyndicales) sert à croiser les réflexions théoriques avec les actions. Il s'agit de ne pas s'enfermer dans des préoccupations strictement syndicales, dans le monde de l'entreprise au sens étroit ; il s'agit bien d'ouvrir les portes de l'entreprise sur la société... En 1968, on disait que « tout est politique », avec cet ouvrage aujourd'hui, on pourrait dire que « tout est syndical »...

Les intervenant-es sont très majoritairement des femmes (seulement 3 hommes...). Fait intéressant : il s'agit pour être précise à 63% de chercheur-ses (socio, éco, histoire, science politique, philo...) et pour les autres, de syndicalistes et de féministes (non chercheuses) dont les textes ne démeritent pas. Il y aussi un effet génération, avec des grands noms de la recherche et du féminisme et une part significative de plus jeunes, moins connues... J'aimerais rendre hommage ici à 3 disparues, présentes dans ce livre : Claire Villiers, Maya Surduts et Françoise Collin que vous avez eu la chance d'entendre pour certain-es d'entre vous et que vous retrouverez toutes et tous dans leurs très jolis textes.

Ce qu'il y a d'essentiel, de novateur dans le contenu de cet ouvrage

Une question est transversale à de nombreux textes et se pose à quiconque s'intéresse au lien recherche et féminisme : il s'agit du lien difficile mais incontournable entre genre et classe, de l'histoire complexe du mouvement social, ouvrier et syndical face au féminisme dit bourgeois (dont les préoccupations étaient surtout autour des libertés individuelles, du droit à disposer de son corps) et aujourd'hui, la recomposition de ces

liens, l'affirmation d'un féminisme « populaire », - qui défend les droits des femmes précaires (par ex : les aides à domicile sont très présentes dans le livre). L'évolution du syndicalisme vers un « syndicalisme féministe » (ou un féminisme syndical ??) contribue peut-être à un nouveau maillage entre genre et classe... Comme en témoigne d'ailleurs la mobilisation du 8 mars 2017 à 15 h 40...

Des idées reçues sont battues en brèche :

Par exemple, démontrer que la santé au travail et la pénibilité sont des questions essentielles dans le travail des femmes.

Ou encore que la Fonction Publique n'est pas une protection contre les inégalités.

Des questions controversées et encore en débat comme : le rôle de l'Europe (ennemi de l'égalité ou socle des droits fondamentaux ??).

J'aimerais, pour finir, vous citer quelques verbatim, que j'ai relevés de cette lecture et qui illustrent toute la diversité des débats abordés et leur profondeur :

Claire Villiers (2000) à propos de la pauvreté/précarité :
« En finir avec la victimisation »

Margaret Maruani (2014) :
« Sur les femmes pèse toujours le soupçon rampant de l'inactivité :
une paysanne dans un champ,
travaille-t-elle ou regarde-t-elle
le paysage ? »

Anna Poulaki Kioutsokiozoglou et Despina Kostopoulo (2016) à propos de la lutte des femmes de ménage grecques :
« le 17 septembre 2013, nous nous sommes couchées employées, et nous nous sommes réveillées licenciées »

Françoise Collin (2007) :
« Le corps du féminisme est resté suspendu au vestiaire des luttes et des savoirs ».

Claudine Baudino (2011) à propos de la féminisation des noms de métiers :
« Derrière la pionnière,
s'avance la citoyenne »

Christine Bard (2013) à propos des vêtements qui revêtent 3 fonctions :
« Parure, pudeur, protection interagissent avec le corps caché, montré, suggéré :
sous le textile, il y a le corps ».

Et le dernier mot à notre amie Maya Surduts (1998) :
« La lutte pour le droit des femmes repose sur 2 jambes :
celle pour le droit à disposer de son corps,
(...) celle pour l'autonomie financière »



Pour commander le livre, merci d'envoyer un mail à :

contact@solidaires.org

**Le règlement est à l'ordre du CEFI Solidaires, 144 bd de la Villette 75 019 Paris.
prix unitaire : 10 euros.**

Parution

Dictionnaire des féministes. France XVIII^e – XXI^e siècle

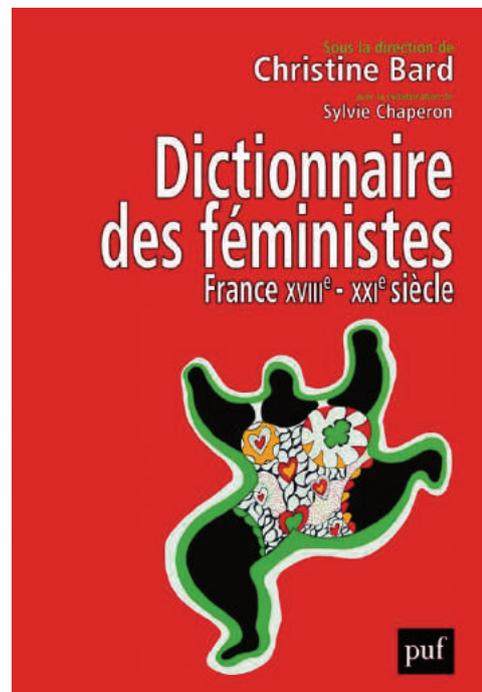
**Sous la direction de Christine Bard,
avec la collaboration de Sylvie Chaperon.
PUF, 1700 pages, 3 €.**

Grâce à la volonté de Christine Bard, entourée d'une équipe de plus de 200 auteur-es, ce dictionnaire offre les notices de 393 femmes et 29 hommes, ayant œuvré à la vie du féminisme. Il permet de découvrir la richesse foisonnante de ce mouvement qui conteste les inégalités entre les sexes, tout en le contextualisant. Il met en exergue la difficulté de trouver une définition universelle du féminisme. Il montre la diversité des vies des militantes et militants, de leurs moyens d'action et d'expression, de leurs revendications et objectifs.

Chaque notice, biographique ou thématique, est enrichie de références bibliographiques : écrits des personnes elles-mêmes, livres de références, supports audiovisuels... Quelques photos agrémentent l'ensemble. Cette somme est une ressource pour toutes celles et tous ceux qui sont tenté-es par l'aventure de la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Par la métaphore de la vague, elle permet de s'appropriier les différentes périodes de ce mouvement : de la première vague à la troisième, sans oublier le creux de la vague...

Pour nous, syndicalistes et féministes, nous pourrions mieux connaître les différents types de féminisme (comme le black-féminisme, le féminisme de l'Ancien Régime ou le pop-féminisme...), les relations que le féminisme a eu avec d'autres engagements politiques, (comme les communistes ou la droite, la franc-maçonnerie ou les écologistes, ...). Nous ferons connaissance avec les militantes d'autres organisations syndicales (la CGT, la CFDT, le Syndicat des instituteurs...) ; nous suivrons les divisions et recompositions syndicales (CGT – CGTU). Nous mettrons en relation la présence de militant-es du secteur PTT, adhérent-es de la CFDT avec l'engagement fort de SUD PTT dans les



lutttes féministes. Grâce à l'index thématique qui comprend 137 items, nous explorerons les mots Institutrices et Ouvrières, Syndicats et Travail... et bien d'autres, selon nos curiosités ou centres d'intérêt (Communardes ou Vidéo, Humour ou Catholicisme, Algérie ou Voyageuses...).

Ce dictionnaire ne prétend nullement à l'exhaustivité et nous le comprenons. Cependant, nous avons regretté l'absence de notice sur Georgette Vacher, ouvrière à l'usine Calor, militante de l'Union départementale de la CGT du Rhône, responsable du secteur féminin. Ses responsabilités lui sont retirées brutalement à la veille d'un congrès de l'UD et quelques jours après, à 52 ans, elle se suicide. Elle laisse de nombreux écrits non abordés dans ce dictionnaire. Nous aurions également espéré y trouver les Journées intersyndicales Femmes, qui ont fêté leurs vingt ans en mars 2017.

En tous cas, un dictionnaire à s'offrir ou à se faire offrir, à faire acheter par les médiathèques de vos quartiers, de vos lieux de travail ou de vos organisations.

Elisabeth Claude

Bulletin édité par la commission femmes de Solidaires à destination de toutes celles et tous ceux qui luttent pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Pour nous écrire et envoyer vos infos : bulletinfemmes@solidaires.org